

CHAPITRE 6

Aménagement du territoire

A. La couverture du territoire

1. Le haut débit

Etat des lieux du développement du haut débit sur le territoire

Au 31 décembre 2007 :

- ◆ la France comptait 15,5 millions d'accès à Internet haut débit, dont 14,8 millions par DSL¹;
- ◆ France Télécom avait "dégroulé" 2 956 répartiteurs permettant ainsi aux opérateurs alternatifs de pouvoir raccorder 68 % de la population ;
- ◆ la totalité des centraux téléphoniques (répartiteur ou NRA) de France Télécom sont équipés en ADSL.

Cependant, 1,7% de la population (550 000 foyers) demeurent inéligibles à Internet haut débit en raison de la longueur trop importante de leur ligne téléphonique. Concrètement, pour un département de 500 000 habitants, ce sont environ 5 000 ménages qui resteraient durablement privés de haut débit si aucune action n'était entreprise.

1 - Source : observatoire du haut débit de l'ARCEP, chiffres au 31 décembre 2007, disponibles sur www.arcep.fr.

En 2007, les collectivités publiques, et principalement les collectivités territoriales et leurs groupements, ont fait preuve d'une volonté croissante de pallier les insuffisances de l'initiative privée. Avec l'adoption de la loi pour la confiance dans l'économie numérique du 21 juin 2004², les collectivités disposent de pouvoirs étendus dans les télécommunications. Depuis cette date, les compétences des collectivités leur permettent de mettre en place des réseaux actifs, d'exercer une activité d'opérateur et de fournir des services aux clients finals, sous certaines conditions, lorsque l'initiative privée s'avère durablement insuffisante³.

2 - Loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique (LEN), JO du 22 juin 2004.

3 - Cf. article L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales, introduit par la loi LEN du 21 juin 2004.

La notion de zone blanche du haut débit est relativement large : un village entier peut être en zone blanche, comme une zone d'activité, en ce sens qu'aucun foyer ou aucune entreprise n'est éligible à l'ADSL. Il peut également exister des "points blancs", notamment en habitat rural dispersé, car éloignés du centre-bourg, lui-même couvert. Enfin, en milieu urbain dense, il n'est pas rare de constater des zones blanches, enserrées par des zones de couverture.

1.1 L'identification des zones blanches du haut débit

La notion de zone blanche doit s'analyser à une échelle fine, au minimum à l'échelle du quartier en zone dense et à l'échelle du lieu-dit ou de l'entreprise isolée en milieu rural. Pour traiter efficacement la couverture des zones blanches, il convient donc d'en avoir une identification qui soit la plus précise possible.

Les données disponibles sont essentiellement fournies par France Télécom, sous la forme d'une cartographie de la couverture du territoire en DSL à l'échelle communale. L'opérateur historique a également publié la localisation des répartiteurs sur son site Internet, avec le code de la commune de rattachement. Les collectivités peuvent affiner ces données en les recoupant avec des informations cadastrales.

La localisation des répartiteurs permet ainsi la représentation des zones d'affaiblissement du signal en traçant des cercles concentriques autour du répartiteur. En théorie, au-delà d'une distance de 4 ou 5 km, il existe une forte présomption qu'un habitant se situe en zone blanche.

Pour savoir si une habitation figure ou pas en zone blanche, une solution consiste à interroger un serveur d'éligibilité. France Télécom fournit en effet aux opérateurs utilisant ses offres de gros les données d'affaiblissement concernant chacune de ses lignes et un calendrier d'ouverture prévisionnel du service DSL par répartiteur. Mais ces données n'étant pas publiques, les élus locaux n'y ont pas accès. Les principaux fournisseurs d'accès disposent, quant à eux, de serveurs d'éligibilité ne fonctionnant que pour les zones déjà couvertes, les empêchant ainsi de réaliser des études prospectives.

En 2007, France Télécom a mis à disposition de nouvelles informations :

- ◆ à l'issue de discussions menées avec l'Autorité, France Télécom a publié en juin 2007 sur son site Internet de nouvelles données sur les zones blanches de l'ADSL à l'échelle infracommunale. Des cartes indiquant localement des tranches de lignes inéligibles sont désormais disponibles. Elles donnent aux acteurs la possibilité de disposer d'une meilleure connaissance du volume de lignes à traiter sur tel ou tel secteur du territoire mais présentent des limites importantes. En effet, elles ne permettent pas de localiser les foyers inéligibles. Elles demeurent en outre imprécises car elles restituent des tranches de lignes inéligibles en les situant, lorsque cela est possible, à la maille du point de concentration, mais se contentent souvent de situer ces tranches au centre de la commune.
- ◆ depuis l'été 2007, l'opérateur historique met à disposition des collectivités des informations sur le nombre de lignes inéligibles par sous-répartiteur dans le cadre de son offre NRA ZO. Toutefois, France Télécom ne communique pas l'emplacement des sous-répartiteurs.

Ces nouveaux éléments complètent donc ce qui existait auparavant mais ne permettent pas de dresser une cartographie opérationnelle des zones blanches.

Compte tenu des limites des informations mises à la disposition des collectivités, et à leur demande, le président de l'Autorité a soumis au ministre délégué à l'Industrie, le 2 février 2007, une proposition de décret visant à imposer aux opérateurs le respect de leurs obligations prévues par le cadre réglementaire⁴. Ces obligations devraient permettre aux collectivités d'obtenir les données sur la couverture en haut débit.

4 - Art. L.33-1 du CPCE.

L'objectif de cette évolution réglementaire⁵ est d'obliger les opérateurs à publier des cartes précisant l'état de leur couverture du territoire en haut débit. Ces informations doivent être suffisamment précises et adaptées aux besoins des collectivités territoriales et des consommateurs pour être efficaces.

5 - Il s'agit de compléter l'article D.98-6 du CPCE par une déclinaison des règles portant sur les objectifs d'aménagement du territoire et d'urbanisme prévues à l'article L.33-1 du même code.

Le 16 avril 2008, Paul Champsaur, président de l'ARCEP, a ainsi rappelé lors d'une audition par la délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire à l'Assemblée nationale qu'il n'est *"pas normal qu'une commune ne sache pas comment ses concitoyens sont couverts en ADSL"*. Les membres de la délégation ont d'ailleurs confirmé la nécessité d'inscrire l'obligation pour France Télécom de transmettre aux collectivités une carte de couverture en ADSL de leur territoire dans la prochaine loi sur la modernisation de l'économie. L'Autorité sera chargée de vérifier l'exactitude de ces informations.

1.2 Les réponses techniques pour la couverture des zones blanches

Plusieurs technologies sont mobilisables pour couvrir les zones blanches : des solutions hertziennes (Wifi, Wimax, satellite) et des solutions filaires (réaménagement de la boucle locale de France Télécom).

S'agissant des technologies sans fil, le Wifi est aujourd'hui le plus répandu. Il correspond à un besoin de couverture du marché résidentiel ou des petites entreprises. Comme les technologies hertziennes dans leur ensemble, il bénéficie d'un avantage structurel en milieu rural, compte tenu des faibles coûts de déploiement.

Le Wimax – pour lequel des autorisations d'utilisation ont été attribuées par l'ARCEP en juillet 2006 – a commencé à être déployé en 2007⁶. De nombreux projets sont portés par des réseaux d'initiative publique.

6 - Cf. partie 4, chapitre 4, A.3°.

Plusieurs opérateurs de solutions satellites ont manifesté leur intention de proposer de nouvelles solutions bidirectionnelles (envoi et réception de données) pour couvrir rapidement les zones blanches avec des offres proches en débits et en tarifs de celles pratiquées sur le marché de l'ADSL.

S'agissant du réaménagement de la boucle locale cuivre, depuis juin 2007, France Télécom est en mesure de proposer aux collectivités territoriales une solution permettant de rapprocher du client final les équipements d'émission des signaux DSL. Elle consiste à raccourcir un certain nombre de lignes pour les rendre éligibles en requalifiant, pour le haut débit, un sous-répartiteur en NRA, alors appelé NRA "zone d'ombre" (NRA ZO), dès lors que le sous-répartiteur comporte un nombre important de lignes inéligibles. La transformation du sous-répartiteur en NRA ZO est prise en charge financièrement par la collectivité qui a recours à cette offre.

Afin de prévenir les éventuels problèmes concurrentiels, l'Autorité a engagé un dialogue avec France Télécom qui a conduit à la modification de l'offre de référence du dégroupage. France Télécom a donc inclus dans son offre une prestation permettant à tout opérateur de dégroupage de demander la requalification d'un sous-répartiteur en NRA ZO. Tout opérateur alternatif sera ainsi en mesure de proposer dans les mêmes conditions que France Télécom une solution NRA ZO. Ce dispositif permet aux

collectivités de procéder à des appels d'offres pour faire jouer la concurrence entre les différents opérateurs. La requalification d'un sous-répartiteur en NRA ZO permet en outre à l'ensemble des opérateurs de bénéficier de l'accès à ce site dans les conditions de l'offre de référence du dégroupage.

2. La téléphonie mobile

2.1 Le "programme zones blanches"

Le "programme zones blanches", lancé par le gouvernement en 2003, vise à couvrir en téléphonie mobile 3 000 communes de France où aucun des trois opérateurs n'était présent lors de la signature de la convention nationale du 13 juillet 2003. Le taux de couverture de la population par des services de communication mobile atteindra 99 % à l'issue du programme prévu fin 2008 ; l'échéance était initialement prévue pour 2007 mais n'a pas été respectée.

Le "programme zones blanches" se décompose en deux phases :

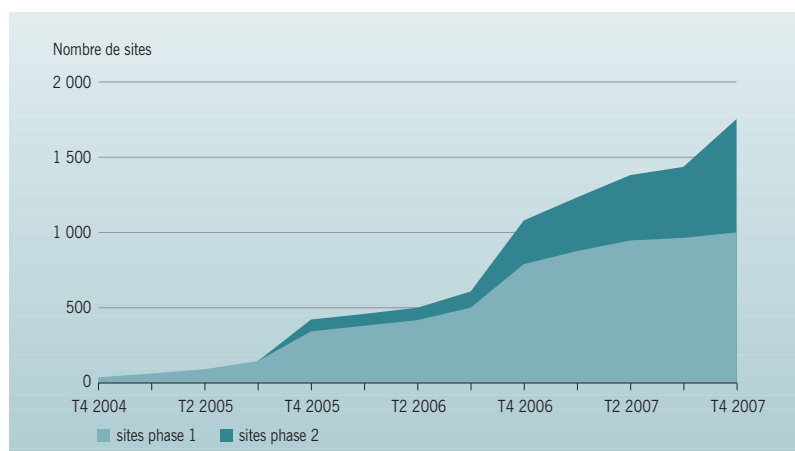
- ◆ la phase I, qui bénéficie d'un financement public de 44 millions d'€ pour les infrastructures passives et vise à couvrir environ 1 800 communes avec 1 250 sites ;
- ◆ la phase II, entièrement financée par les opérateurs, qui vise à couvrir 1 200 communes avec environ 930 sites.

L'Autorité, en tant que signataire de la convention nationale de 2003, participe activement au comité de pilotage technique du programme, qui s'est réuni à quatre reprises en 2007 pour identifier les actions concrètes à mener pour faciliter le déroulement du programme.

Fin 2007, 2 687 communes étaient couvertes dans le cadre du programme, soit plus de 90 % des communes identifiées en 2003 (92 % des communes de la phase I et 91 % des communes de la phase II). L'essentiel des 200 derniers sites devrait être mis en service en 2008.

Un comité de pilotage regroupant l'ensemble des acteurs du projet, c'est-à-dire le ministère, la DGE, l'ADF, l'AMF, les opérateurs, la DIACT et l'ARCEP, doit analyser tous les résultats plus finement et rendre ses conclusions au premier semestre 2008, notamment sur les modalités de finalisation du programme.

Sites "zones blanches" ouverts sur les 2 200 sites prévus



L'ARCEP détaillera, pour sa part, l'analyse sur la finalisation du programme dans son rapport sur la couverture prévu pour 2008.

2.2 La couverture du territoire en 3G

Depuis 2007, les trois opérateurs mobiles métropolitains ont lancé commercialement leurs réseaux 3G : Orange et SFR proposent leurs services depuis 2004, Bouygues Télécom depuis le 30 novembre 2007.

Conformément aux obligations prévues dans sa licence UMTS, Bouygues Telecom devait initialement ouvrir commercialement ses services 3G le 30 avril 2007 au plus tard, en justifiant d'une couverture d'au moins 20 % de la population métropolitaine.

A l'occasion du contrôle de cette obligation à la date butoir, l'opérateur mobile a indiqué couvrir 12 % de la population (sur les agglomérations de Paris, Lyon, Nantes et Grenoble) et proposer une offre permettant à certains de ses clients "entreprise" disposant d'une carte de connexion sur ordinateur d'accéder à son réseau 3G.

L'Autorité a constaté le retard de Bouygues Télécom dans le déploiement de son réseau ainsi que l'absence d'offre 3G grand public dont la mise en œuvre était pourtant techniquement possible. Le 10 juillet 2007, le directeur général de l'ARCEP a mis l'opérateur en demeure de respecter ses obligations de déploiement et d'ouverture commerciale avant le 30 novembre 2007.

Bouygues Télécom ayant respecté la décision de mise en demeure, le directeur général de l'Autorité a constaté le non-lieu à poursuivre la procédure de sanction à l'encontre de l'opérateur.

D'une manière générale, la couverture mobile 3G dépend des efforts de déploiement des opérateurs mobiles selon un calendrier et des objectifs encadrés.

SFR a couvert 70 % de la population métropolitaine fin 2007. Orange devrait atteindre cet objectif fin 2008 et Bouygues Télécom fin 2009.

L'Autorité estime que l'accès aux services mobiles 3G pour tous les Français est un objectif structurant d'aménagement du territoire et que la réutilisation des fréquences 900 MHz pour la 3G en constitue l'une des clés⁷. C'est pourquoi, le 27 février 2008, l'Autorité a modifié les autorisations d'Orange et de SFR afin de leur permettre de déployer en métropole la 3G dans la bande 900 MHz, conformément aux orientations qu'elle avait définies en juillet 2007. Bouygues Télécom, sollicité par l'ARCEP sur le sujet, a indiqué qu'il déploiera également l'UMTS dans la bande 900 MHz d'ici la fin 2009 et qu'il demandera la modification de son autorisation en temps utile.

7 - Cf. partie 4, chapitre 4, A.2°.

2.3 La transparence en matière de couverture

La couverture de la population en téléphonie mobile – aujourd'hui étendue à une très grande partie de la France – est un enjeu important d'aménagement du territoire.

C'est pourquoi, lors du renouvellement de leurs licences GSM⁸, l'Autorité a imposé aux opérateurs de nouvelles obligations visant à renforcer la transparence en matière de couverture du territoire. Ils doivent désormais publier leurs cartes de couverture et les valider par des enquêtes de terrain selon les modalités précisées par le régulateur⁹.

L'objectif est double :

- ◆ informer les consommateurs ;
- ◆ inciter les opérateurs à augmenter la couverture du territoire.

8 - La licence GSM de SFR a été renouvelée le 31 janvier 2006 (décision de l'ARCEP n°06-0140) ; celle d'Orange le 14 février 2006 (décision de l'ARCEP n°06-0239) ; celle de Bouygues Télécom devrait l'être en 2009.

9 - Décision de l'ARCEP n°07-0178 du 20 février 2007.

Depuis le 1^{er} octobre, les opérateurs publient sur leurs sites Internet respectifs des cartes de couvertures suffisamment précises pour pouvoir apprécier la couverture de chaque opérateur dans chaque commune :

- ◆ Bouygues Télécom : www.couverture.bouyguestelecom.fr ;
- ◆ Orange : couverture-reseau.orange.fr ;
- ◆ SFR : www.sfr.fr/assistance/reseau-sfr-france.

Ces informations, publiées à l'échelle du canton, sont validées sur le terrain selon un protocole d'enquête public. Les opérateurs sont responsables de leur fiabilité devant l'ARCEP. Chaque année, ils réalisent ainsi des enquêtes de couverture dans plusieurs cantons sélectionnés par l'Autorité. Le protocole d'enquête étant public, toute personne ou collectivité peut mener une enquête complémentaire.

10 - *Décision de l'ARCEP
n°07-0230 en date
du 13 mars 2007.*

En 2007, ces campagnes de mesures ont conduit Orange et SFR à tester la couverture de leurs réseaux dans 242 cantons, situés dans 11 régions, retenus par l'ARCEP¹⁰. Bouygues Télécom, entré plus tardivement sur le marché, s'est engagé à réaliser ces enquêtes de terrain à partir de 2008, en anticipation du renouvellement de sa licence GSM, prévu pour fin 2009.

11 - *Disponible en annexes
et sur le site Internet de
l'ARCEP : www.arcep.fr.*

Les deux opérateurs ont ainsi transmis à l'ARCEP les résultats de ces audits début 2008¹¹. Ces audits ont montré que les cartes publiées sont fiables – à 95,9 % pour SFR et à 95,6 % pour Orange –, mais perfectibles. En effet, sur 4 cantons pour SFR et 12 pour Orange, les cartes et les mesures ont révélé une cohérence insuffisante. L'Autorité a donc demandé la correction des erreurs et un nouvel audit de ces cantons en 2008.

12 - *Décision de l'ARCEP
n°08-0288
du 11 mars 2008.*

Pour 2008, l'Autorité a fixé une nouvelle liste de 250 cantons à auditer par les opérateurs¹², répartis sur les 11 régions n'ayant pas fait l'objet d'enquêtes en 2007. L'enquête doit s'achever fin octobre 2008. Elle devrait concerner les trois opérateurs.

2.4 Les axes de transport prioritaires

La couverture des axes de transport prioritaires par les opérateurs mobiles est une obligation dont le principe avait été inscrit dans la convention "programme zones blanches" du 15 juillet 2003¹³. Cette obligation a été inscrite dans les licences GSM d'Orange et de SFR renouvelées par l'ARCEP en 2006¹⁴.

13 - *Voir supra.*
14 - *Le renouvellement de la
licence GSM de Bouygues
Télécom est prévu fin 2009.*

Le 27 février 2007, la signature d'un accord national pour la couverture des axes de transport prioritaires par les réseaux de téléphonie mobile a défini la notion d'axe de transport prioritaire" pour permettre l'application des dispositions des autorisations GSM des opérateurs.

Les opérateurs devront donc achever d'ici 2010 la couverture des autoroutes et des routes sur lesquelles le trafic est supérieur à 5 000 véhicules par jour en moyenne, ainsi que des axes reliant au sein de chaque département la préfecture aux sous-préfectures. L'ARCEP s'assurera du respect de ces obligations fin 2008, date à laquelle Orange et SFR sont tenus d'avoir réalisé la moitié de leurs déploiements.

B. L'action des collectivités territoriales

1. L'intervention des collectivités territoriales

Les compétences des collectivités

L'équipement numérique des territoires est un enjeu économique et sociétal important.

Avec l'adoption de la loi pour la confiance dans l'économie numérique du 21 juin 2004¹⁵, les collectivités disposent de pouvoirs étendus dans les télécommunications. Depuis cette date, les compétences des collectivités leur permettent de mettre en place des réseaux actifs, d'exercer une activité d'opérateur et de fournir des services aux clients finals, sous certaines conditions, lorsque l'initiative privée s'avère durablement insuffisante¹⁶.

15 - Loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique (LEN), JO du 22 juin 2004.

16 - Cf. article L.1425-1 du code général des collectivités territoriales, introduit par la loi LEN du 21 juin 2004.

Fin 2007, 86 projets de collectivités couvrant chacun plus de 60 000 habitants avaient été mis en œuvre, correspondant à un montant d'environ 1,4 milliard d'€ d'investissements, tant publics que privés. 55 d'entre eux avaient fait l'objet de l'attribution d'une délégation de service public (DSP).

Au cours de la même année, 13 réseaux d'initiative publique sont entrés en exploitation et 22 marchés ont été attribués pour un montant total d'investissements de 764 millions d'€, dont 270 millions d'€ de financement public.

En 2007, plusieurs collectivités ont décidé de s'engager dans la réalisation d'un réseau d'initiative publique (Essonne, Lot-et-Garonne, etc.), d'autres ont attribué leurs DSP (Jura, Meuse, Hérault, Cher, communautés d'agglomération de Tours et de Rennes). Des réseaux ont été inaugurés, matérialisant ainsi l'ouverture commerciale des DSP (signature de la convention de dégroupage par le délégataire de la communauté urbaine de Bordeaux, inauguration du réseau par l'agglomération de Chalon-sur-Saône et le département de Seine-et-Marne, ...).

Les projets des collectivités incluent tous des objectifs d'aménagement du territoire favorables à la desserte des particuliers et des entreprises, et sont généralement conçus de manière à développer l'émergence d'une concurrence au bénéfice des utilisateurs.

Le conseil général de l'Aveyron a attribué une DSP qui permettra de desservir le territoire avec un débit minimal de 2 Mbit/s pour les particuliers et de 2 à 20 Mbit/s pour les entreprises. Le réseau sera multitechnologies : il assurera la desserte de 6 répartiteurs et de 83 zones d'activité avec 140 km de fibre optique et 108 points hauts pour les liaisons radioélectriques (faisceaux hertziens et Wimax).

Le conseil général du Jura envisage de proposer des offres de plus de 2 Mbit/s à plus de 90 % de la population en desservant 52 répartiteurs et 46 zones d'activité économique avec un réseau de 450 km de fibre optique et 48 points hauts (dont 28 à construire).

Fait marquant, en 2007, plusieurs collectivités ont prévu de contribuer au développement du très haut débit (FTTH ou fibre jusqu'à l'abonné).

Certaines collectivités, dont l'objectif initial était d'améliorer la couverture en haut débit à l'échelle d'un département, ont ainsi ajouté un "volet très haut débit" à leurs projets (Conseils généraux de l'Oise et de la Manche) afin d'amener la fibre optique aux particuliers en agglomération.

Cette tendance se traduit également par l'attribution de DSP pour le très haut débit. Le projet du conseil général des Hauts-de-Seine vise à raccorder en fibre optique plus de 800 000 logements pour un investissement de 422 millions d'€, dont une subvention publique de 59 millions d'€. De son côté, le projet du Sipperec, syndicat mixte rassemblant 86 communes de la banlieue parisienne, envisage de déployer un réseau public à très haut débit dans 13 communes ne disposant pas d'un réseau câblé.

En 2007, les collectivités territoriales ont également exprimé le besoin de disposer d'une meilleure connaissance des infrastructures et des réseaux présents sur leurs territoires, afin de mieux articuler leurs interventions avec celles des opérateurs et de pouvoir faciliter le déploiement du très haut débit. Cela suppose l'adoption de textes législatifs et réglementaires prévoyant pour les opérateurs une obligation de transmission des informations correspondantes (tracé des réseaux, taux d'occupation du génie civil, etc.). Le principe d'une telle évolution a été retenu par les réunions du comité de pilotage du très haut débit du 13 décembre 2007 et du 13 février 2008.

2. Les travaux du Comité des réseaux d'initiative publique (CRIP)

Le CRIP

Le Comité des réseaux d'initiative publique est une structure de travail et d'échanges entre les acteurs concernés par l'aménagement numérique du territoire. Mis en place en 2004 par l'ARCEP, le CRIP rassemble les collectivités, les opérateurs, les institutions d'Etat et, d'une manière générale, les acteurs publics concernés. Les travaux du CRIP donnent lieu à des publications : comptes rendus, *Points de repère* et guides destinés à tous les publics.

En 2007, le CRIP s'est réuni quatre fois.

La réunion plénière du 15 mars 2007 a permis de dresser un bilan des travaux entrepris l'année précédente et d'échanger sur deux thèmes principaux :

- ◆ les technologies hertziennes et la couverture des zones blanches ;
- ◆ les réseaux très haut débit en zones d'activité et en zones résidentielles.

Ces thèmes ont été développés dans deux groupes de travail spécifiquement dédiés : le groupe "zones blanches du haut débit" et le groupe "FTTH".

En outre, le CRIP s'est mobilisé pour traiter une problématique ciblée : le ministre de l'Industrie a saisi le comité pour que soient étudiées les modalités de la création d'un label "très haut débit" susceptible de s'appliquer aux zones d'activité.

Les travaux du CRIP ont également conduit à l'élaboration d'un guide juridique destiné aux opérateurs locaux (voir ci-contre).

2.1 La couverture des zones blanches du haut débit

Le groupe de travail "zones blanches du haut débit" s'est réuni trois fois en 2007, donnant lieu à des entretiens avec les opérateurs Wimax afin de connaître le degré d'avancement de leurs déploiements et dans quelle mesure ils envisagent de collaborer avec les collectivités.

Par ailleurs, les solutions de réaménagement de la boucle locale de l'opérateur historique (NRA ZO) ont donné lieu à des auditions de France Télécom.

Plusieurs recommandations ont pu ainsi être fournies aux collectivités souhaitant mieux connaître les perspectives d'aménagement numérique de leur territoire ainsi que les outils mis à leur disposition.

2.2 Les réseaux très haut débit (FTTH)

Dans le domaine des réseaux très haut débit, le groupe de travail "FTTH" s'est réuni à quatre reprises en 2007. Il a poursuivi son action sur la base des publications de l'Autorité, à savoir :

- ◆ les *Points de repère sur l'équipement très haut débit des zones d'activité*¹⁷ ;
- ◆ le *Guide pour les aménageurs et les collectivités pour l'équipement en infrastructures de télécommunications à haut et très haut débit*¹⁸.

En 2007, plusieurs opérateurs et collectivités ont manifesté un vif intérêt pour le développement du très haut débit (annonces d'investissements, projets de DSP).

Les collectivités sont désormais considérées comme des acteurs clés du déploiement des réseaux FTTH : elles peuvent intervenir en installant des infrastructures de base (génie civil, bâtiments) susceptibles d'être mises à disposition des opérateurs. Les collectivités peuvent également envisager de déployer un réseau de fibre jusqu'à l'abonné tant au niveau de la collecte qu'à celui de l'accès¹⁹.

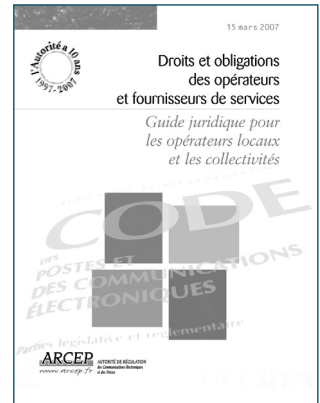
En 2007, les travaux du groupe "FTTH" ont visé à éclairer les collectivités sur les enjeux liés à leur positionnement :

- ◆ faciliter les travaux de génie civil indispensables aux déploiements des opérateurs, par exemple par la pose de fourreaux en surcapacité à l'occasion de tous travaux de voirie ;
- ◆ créer un effet de levier sur l'investissement privé ;
- ◆ éviter la duplication des infrastructures de base, qui sont mutualisables entre opérateurs, et permettre l'exercice d'une concurrence effective.

Ces travaux se poursuivront en 2008 dans la perspective de publier des *Points de repère* sur l'intervention des collectivités dans les réseaux très haut débit.

2.3 L'élaboration d'un label "Zone d'activité très haut débit"

En juin 2006, le ministre délégué à l'Industrie avait demandé au président de l'Autorité de mandater le CRIP en vue de définir les critères d'éligibilité à un label "Zone d'activité très haut débit". Le 8 mars 2007, le président de l'Autorité a fait parvenir au ministre les conclusions du comité, incluant un projet de cahier des



17 - Publié en mars 2006.
Disponible en annexes
et sur le site Internet de
l'ARCEP : www.arcep.fr.

18 - Publié en
décembre 2006.
Disponible en annexes
et sur le site Internet
de l'ARCEP : www.arcep.fr.

19 - En vertu des
compétences que lui
confère l'article L.1425-1
du code général des
collectivités territoriales.

charges contenant des propositions sur le label proprement dit et sur son dispositif d'attribution et de gestion.

L'objectif de ce label est double :

- ◆ éclairer les clients potentiels, c'est-à-dire les entreprises susceptibles de s'installer sur les sites concernés. L'enjeu est de fournir une visibilité satisfaisante en termes de disponibilité de services très haut débit ;
- ◆ stimuler l'offre au travers du pré-équipement des zones. Il s'agit pour cela de favoriser le déploiement de réseaux en fibre optique par les opérateurs.

Pour répondre à ces objectifs, le cahier des charges prévoit :

- ◆ des infrastructures passives suffisamment ouvertes pour permettre une concurrence effective ;
- ◆ un engagement de la part des opérateurs qui bénéficient de ces infrastructures à satisfaire la demande des clients potentiels ;
- ◆ une documentation sur les conditions d'occupation des infrastructures.

Les attributaires du label devraient pouvoir être de nature diverse. Toutefois, le label ZA THD s'adresse en principe aux collectivités territoriales qui portent la responsabilité des zones d'activité labellisées. L'attributaire peut ensuite confier le projet de labellisation et sa gestion à des mandataires : gestionnaires de zones, aménageurs de nouvelles zones ou délégataires de services publics en charge de réseaux d'initiative publique.

2.4 Les opérateurs locaux

Dans le cadre des réseaux d'initiative publique, les délégataires cherchent souvent à stimuler l'apparition d'opérateurs de proximité, qu'il s'agisse d'opérateurs de couverture des zones blanches pour le marché résidentiel ou d'opérateurs d'entreprises. Les responsables de ces sociétés ont souhaité disposer d'un soutien en matière de connaissance de l'environnement juridique de leur activité.

Un guide a été rédigé à leur intention dans le cadre du CRIP²⁰. Cet ouvrage pédagogique, publié à l'occasion de la séance plénière du CRIP du 15 mars 2007, développe de manière accessible les droits et les obligations qui s'attachent au métier d'opérateur. Il a été réalisé en collaboration avec des acteurs externes, dont l'association des fournisseurs d'accès (AFA) et plusieurs opérateurs.

²⁰ - Guide juridique pour les opérateurs locaux et les collectivités sur les droits et obligations des opérateurs et des fournisseurs de service, publié en mars 2007. Disponible en annexes et sur le site Internet de l'ARCEP : www.arcep.fr.

